

Vive l'anti- militarisme révolution- naire !

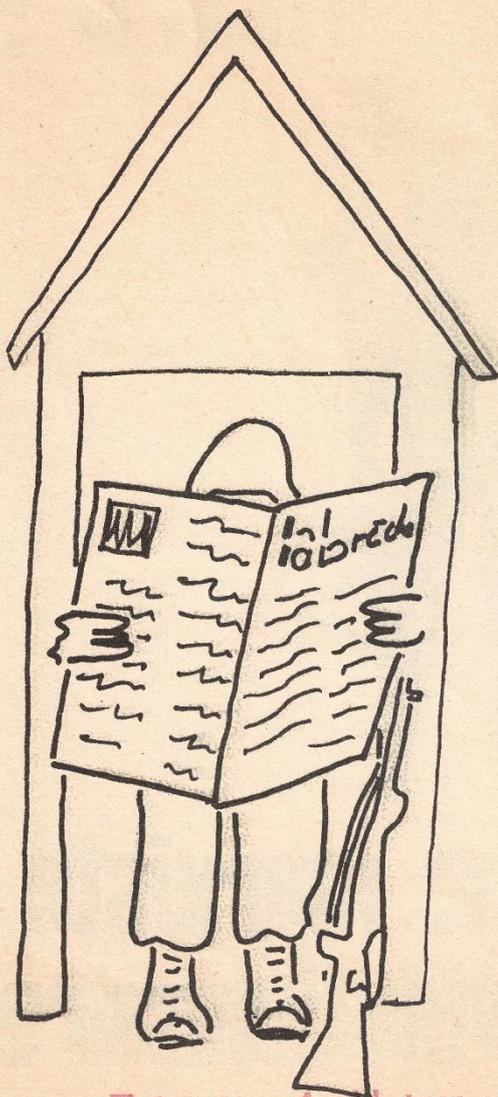


ligue marxiste
révolutionnaire

AVERTISSEMENT

Les textes publiés dans cette brochure sont une reprise d'une série d'articles parus dans "la Brèche" sur ce que représente en Suisse actuellement la lutte antimilitariste, les Comités de Soldats, les perspectives et les revendications. Il nous a paru intéressant de les réunir afin de permettre une diffusion et une utilisation plus aisée de ces textes fondamentaux.

Ligue Marxiste Révolutionnaire



Ed resp. A. Udry
Impr. CEDIPS



Introduction

Incontestablement, on assiste à une extension du débat politique autour de l'armée en Suisse. Bien sûr, le DMF tente de faire régner le silence sur tous les événements qui peuvent révéler à l'opinion publique l'étendue du "malaise" dans l'armée et la "résistance" qu'ils provoquent dans plusieurs secteurs, et le DMF y parvient relativement, certes, avec le concours des dirigeants de la presse bourgeoise.

Mais, d'un autre côté, le même DMF se trouve obligé de mener une offensive publique en vue de faire accréditer ses "nouveaux concepts" de "défense nationale", son opération de ravalage de la vieille façade patriotique. Il est donc forcé d'introduire un certain débat politique sur l'armée, d'autant plus qu'il tente de faire croire qu'il y a un "dialogue possible" à l'intérieur de l'armée entre soldats et officiers, et à l'extérieur entre la jeunesse et les représentants de la hiérarchie et des administrations... Le DMF explique que ce dialogue est déjà possible. Le PSS explique, lui, qu'il sera possible grâce à de petits aménagements, tels que la création d'un "chargé d'affaires militaires" (ombudsman) relayé dans les unités par des "hommes de confiance" désignés par la troupe : le PSS veut lui aussi faire entendre sa voix dans ce débat, lui qui, jusqu'alors, s'était contenté d'appuyer le plan des mini-réformes d'OSWALD.

Quelles que soient les intentions de camouflage ou de replâtrage de la hiérarchie, ou même du mouvement réformiste traditionnel, il nous semble que l'ouverture de ce débat indique infailliblement l'élargissement toujours plus net de l'audience du mouvement antimilitariste en Suisse.

Significatif d'ailleurs est le fait que ce débat, loin de s'en tenir aux thèmes traditionnels (désarmement, politique de "neutralité", interdiction de l'exportation des armes, budget et choix du matériel militaire, etc.), se concentre de plus en plus sur le régime disciplinaire auquel sont soumis les soldats, sur l'embrigadement idéologique (le PSS réclame la suppression de l'Office de propagande "Armée et Foyer"... en temps de paix ! En se gardant bien d'ailleurs de rappeler que l'USS elle-même a contribué à la fondation de cette officine et y a envoyé des représentants !) et sur les droits dont disposent les soldats.

Parallèlement bien sûr, les signes s'accroissent de la préparation d'une campagne de répression contre les militants antimilitaristes, en particulier ceux organisés au sein du mouvement des "Comités de soldats". Cette répression éclaterait-elle brusquement, ou au contraire, se maintiendra-t-elle à son niveau actuel ? Cela dépend en grande partie de l'aptitude du mouvement des "Comités de soldats" à forcer le mouvement ouvrier traditionnel, ou du moins une partie de celui-ci, à le défendre. Et il existe d'ores et déjà des prémisses favorables dans ce sens, qui obligent en particulier le DMF à réfléchir aux conséquences qu'aurait, pour la poursuite de ce débat public, la mise en oeuvre d'une répression systématique

contre le mouvement antimilitariste. Le DMF ne peut pas se permettre de mettre à nu la véritable nature de l'armée bourgeoise, et de provoquer une publicité tapageuse autour des instruments de répression militaire, à l'heure où démarre justement le débat public autour des instruments d'intégration que représentent le service civil ou le poste d'ombudsman. Si bien qu'on assiste aux efforts laborieux des Gnaegi, Mörgerli et Masson (à la TV romande le 31 mai) pour répondre politiquement aux "Comités de soldats" :

Sur un ton plaintif, le Major Masson explique notamment que les "Comités de soldats" ne sont qu'une infime minorité de la jeunesse, mais qu'ils parviennent à provoquer un "sentiment d'insécurité" chez les officiers, et que la hiérarchie ne peut "répondre" aux activités de dénigrement de la discipline et des valeurs de l'armée des "Comités de soldats" qu'avec beaucoup de retard et de difficultés !

L'ouverture d'un tel débat doit devenir l'occasion pour le mouvement antimilitariste de s'affirmer politiquement au niveau national. Pour les marxistes révolutionnaires, ce doit être l'occasion de s'offrir comme alternative à la politique militaire bourgeoise et aux demi-mesures réformistes, ce doit être l'occasion d'une offensive politique contre l'ensemble de l'idéologie pacifiste qui domine encore l'écrasante majorité de la jeunesse. Il s'agit d'offrir des réponses à tous les problèmes que pose l'armée en Suisse, notamment ses spécificités d'origine historique (armée de milice).

Cela suppose avant tout que les militants marxistes révolutionnaires participent au développement de l'organisation du mouvement antimilitariste, en mettant l'accent sur les doubles tâches à remplir en direction des soldats comme de la jeunesse scolarisée, apprentie, étudiante et des jeunes travailleurs. Mais l'impulsion des luttes de soldats et des mobilisations antimilitaristes de la jeunesse doit aller de pair avec la popularisation la plus large des objectifs politiques de l'antimilitarisme révolutionnaire : par la diffusion de l'analyse de l'armée suisse, de la crise de son idéologie, par la mise en avant d'un programme de revendications antimilitaristes révolutionnaires, les marxistes révolutionnaires conquerront une place de choix dans ce débat politique national.

Ce texte, doit permettre à chaque militant de se doter des armes nécessaires dans cette nouvelle phase du combat antimilitariste.

Rappelons que, dans l'immédiat, il s'agit d'inviter toutes les futures recrues et tous les soldats des cours de répétition à prendre contact avec les Comités de Soldats.



L'antimilitarisme révolutionnaire

Depuis le début des années 70, on assiste incontestablement en Suisse à une renaissance du mouvement antimilitariste, qui n'avait été maintenu en vie depuis la seconde guerre mondiale que par le mouvement des objecteurs de conscience. Les objecteurs de conscience se situaient pratiquement tous dans le mouvement pacifiste, et s'ils comptaient influencer les recrues et les soldats eux-mêmes, ils ne pouvaient le faire qu'indirectement, par "l'exemplarité" de leur geste. Pourtant, nombre d'objecteurs, de jeunes militants pacifistes – de l'IRG (Internationale des Résistants à la Guerre) notamment – constituent aujourd'hui quelques-unes des vertèbres du mouvement antimilitariste "nouveau style" qui se développe dans une toute autre direction que l'objection de conscience.

Le nombre des objecteurs n'a pas diminué ces dernières années. Mais un déplacement s'est effectué en direction des objecteurs dits politiques. Et l'actuel passage au second plan de l'objection de conscience ne permet pas d'écarter a priori une remontée de ce courant, qui bénéficierait de l'accentuation de la "remise en cause de l'armée" par de nouvelles et plus larges couches de la jeunesse.

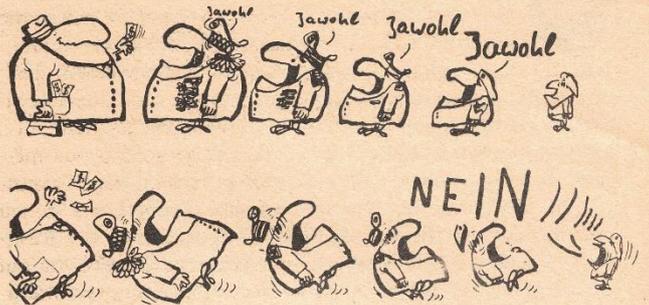
Mais pour l'heure, l'objection risque de perdre du terrain, surtout depuis que le Conseil fédéral, après plus de soixante-dix ans de refus systématique, a vu en l'introduction d'un service civil – certes encore extrêmement limité – un moyen d'empêcher à la source le développement du mouvement des objecteurs, et le regroupement dans certaines unités célèbres (sanitaires et protection aérienne) d'une partie des contestataires... qui selon lui portent l'entière responsabilité de l'apparition du phénomène des luttes de soldats.



Cliché repris de « Anarchisme et non-violence », publication associée à l'Internationale des Résistants à la guerre.

"Pas touche à l'armée", telle a été la devise du mouvement ouvrier suisse durant plus de 35 ans. Parti Socialiste, syndicats, et même dans une certaine mesure le Parti du Travail ont maintenu une position opportuniste, se sont adaptés à la "défense nationale", tout en essayant de se démarquer des secteurs les plus "militaristes" de la bourgeoisie. La pointe du combat "antimilitariste" était alors représentée par le refus de voter les crédits militaires au Conseil national...

L'apparition il y a deux ans des premières luttes de soldats, le redémarrage d'un mouvement antimilitariste interviennent comme des éléments tout à fait inattendus pour une social-démocratie qui prévoyait une intégration, à long terme, aux grandes lignes de la politique militaire de la bourgeoisie et à son appareil d'Etat. Ce qui ne signifie pas non plus que le redémarrage de ces luttes ne puisse pas être "utilisé" par la gauche de la social-démocratie et le PdT, dans le but de se reconstituer une base large, dans la jeunesse principalement.



LES LUTTES DE SOLDATS

Ces premières luttes (voir récits plus détaillés dans "La Brèche" no.73/4, 78, 80, 83) sont le fruit de la conjonction entre deux phénomènes : la radicalisation de la jeunesse (y compris en premier lieu celle des militants pacifistes), et les conséquences de ce que nous appelons, faute de termes plus appropriés, la "crise" de l'armée suisse. Les premières luttes de soldats exacerbent sans aucun doute les contradictions entre les diverses fractions de la bourgeoisie, ce qui donne même lieu à un débat public entre ses diverses fractions, sur la manière de riposter à ces premières luttes et à leur influence sur l'ébranlement de la structure et du fonctionnement de l'armée suisse. Par ce débat notamment, sont posées les questions de perspective générale de la bourgeoisie quant à son armée, en particulier la question de la formation très différenciée des troupes, dont quelques-unes serviraient en cas d'intervention contre l'"ennemi intérieur" (tendance du colonel Wanner), car certaines fractions ne se font guère d'illusions sur la capacité du fonctionnement d'une armée de milice, dès lors qu'on observerait un changement radical dans la situation politique; une armée de milice, incomparablement plus que toute autre armée de contingent ou professionnelle, est étroitement dépendante du degré de "consensus" politique du pays.

Les premières luttes de soldats et l'écho qu'elles rencontrent dans une partie de la jeunesse font donc apparaître de plus en plus nettement, de plus en plus sur le champ politique général, l'absence de perspective unifiée de la bourgeoisie sur le plan de la justification de la "défense nationale", de la "défense des institutions", ou simplement sur le plan du matériel et de la stratégie militaire proprement dite.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : comment ces premières luttes à l'intérieur de l'armée vont-elles se développer ? Etant donnée la lenteur du démarrage des "luttes sociales", étant donné le rapport de force global à l'échelle suisse, qui s'illustre par le fait que la bourgeoisie est en train d'introduire un blocage des salaires "en douceur", sans même que la grande masse des travailleurs n'en prévoie les conséquences?

A leur stade actuel, les premières luttes collectives de soldats se sont circonscrites à certaines unités, et cela principalement durant les écoles de recrues d'été. S'il est inutile de rappeler les mouvements collectifs de Genève (Vernets, en 72-73) et de Lausanne et Losone (sanitaires en 72-73), il est important de souligner l'apparition dans d'autres troupes de nombreux mouvements de "résistance", l'apparition de tracts et de journaux de caserne (rédigés par les soldats eux-mêmes). Pour



certaines troupes, dont la composition sociale est fort différente des deux premières, ces journaux de caserne représentent un événement : dans des troupes considérées par la hiérarchie il y a encore très peu d'années comme à l'abri des phénomènes qui se sont produits chez les Sanitaires, la Protection aérienne, une frange qui se considère comme "antimilitariste", sans forcément avoir rompu avec le réformisme ou même avec le pacifisme traditionnel, se regroupe, s'exprime, et se révèle comme potentiellement capable de diriger de futures luttes. C'est ainsi que chez les artilleurs, les troupes de transmission, les cyclistes, l'infanterie, etc. sont posées petit à petit les bases d'un développement de la solidarité antimilitariste avec les autres luttes de soldats. Ce phénomène est encore plus vrai pour les cours de répétition, qui voient une évolution rapide de leurs effectifs, et par le rajeunissement, offrent aux soldats ayant participé à des luttes dans leurs écoles de recrue une ou deux années auparavant, la possibilité de proposer des formes d'organisation qui offrent un débouché aux réactions de "ras le bol" qui caractérisent depuis longtemps une grande partie de ces cours.

Et ce n'est pas un hasard si en Suisse allemande, le colonel divisionnaire Hans Trautweiler (le No. 9 de la série des colonels peu ... fortunés de notre ami l'auteur du "Petit Livre vert-de-gris") a introduit cette année ses stress-WK's, c'est-à-dire des cours de répétition conçus sur le même mode que les semaines d'embrigadement les plus chargées de l'école de recrue.

LA CONQUETE DE LA JEUNESSE

Pour répondre, au moins en partie, à la question "comment peuvent se développer les luttes de soldats ces prochaines années", il faut prendre en considération une série de facteurs. La situation politique générale, déjà décrite, en premier,

lieu bien sûr. Mais aussi cela : les "militaristes" proprement dits n'ont guère de chances de reconquérir une position dominante dans la jeunesse (ce qui était le cas encore, durant les années de la "guerre froide"). Malgré quelques tentatives isolées, comme à Zurich celle du "Forum Jugend und Armee" qui se propose ouvertement comme alternative aux "Comités de soldats", la décadence des sociétés d'étudiants, etc. ne semble pas devoir cesser de s'approfondir.



Le phénomène de l'embrigadement des soldats sous la forme quotidienne du drill, du manque d'heures de sommeil et de détente, du chantage incessant aux pauses, aux sorties, aux congés; le phénomène de la répression, toujours présente, souvent indissociable des méthodes d'embrigadement proprement dites, que ce soit la forme disciplinaire, que ce soit sous forme d'intervention de la police et de la justice militaire, ou simplement la menace de devoir "recommencer l'ER", tous ces phénomènes subsistent et subsisteront. Dans tous les cas connus (à l'exception de la "mutinerie" des dragons...), ils ont été le support des premières luttes de soldats. Comme la hiérarchie a déjà totalement vidé son sac à réformes lors de l'opération "Oswald", on peut en déduire ceci : l'élargissement des luttes dans l'armée, ces prochaines années, dépend dans une mesure importante de la capacité du mouvement antimilitariste à répandre, populariser — et soutenir pratiquement — les luttes antimilitaristes, en les liant à la dénonciation de l'armée bourgeoise, même si l'évolution globale de la situation politique en Suisse n'autorise pas à prédire une entrée en crise ouverte de l'armée au travers des luttes de soldats. A partir de cette mise en évidence du rôle spécifique que peut jouer le mouvement antimilitariste, il s'agit de fournir une réponse au problème : sur quoi peut s'appuyer le mouvement antimilitariste organisé autour des tâches d'impulsion et de popularisation des luttes de soldats, pour acquérir rapidement un rapport de force suffisant pour lui permettre effectivement de remplir systématiquement ces tâches, en faisant notamment échec aux tentatives de répression que la hiérarchie militaire et la bourgeoisie dirigeront en premier lieu contre le mouvement organisé ? La réponse, Karl Liebknecht la résume dans la formule : "Qui tient la jeunesse tient l'armée"...

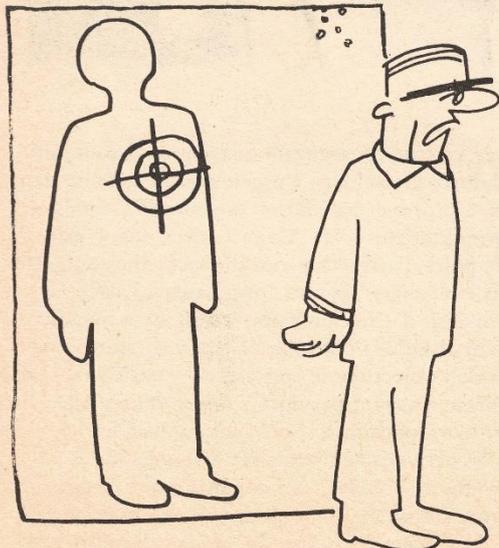
La "conquête de la jeunesse" ne signifie pas seulement pour le mouvement antimilitariste acquérir dans les différents milieux qui la composent un soutien massif. Pour les antimilitaristes révolutionnaires cela signifie : fournir des perspectives au mouvement antimilitariste de la jeunesse, réussir à s'implanter effectivement sur la base des idées-forces de l'antimilitarisme révolutionnaire parmi la jeunesse notamment, afin que, lors de l'apparition de mouvements massifs de la jeunesse sur le thème de l'armée, la tendance dominante de ces mobilisations de masse ne soit pas de style pacifiste ("à bas l'armée", etc.). Cela suppose donc que les révolutionnaires soient capables de constituer dès aujourd'hui et peu à peu, par leur participation pratique et active à toutes les activités

antimilitaristes vers les soldats et vers la jeunesse, un pôle de référence face aux militants antimilitaristes qui refusent de maintenir une position dénuée de toute ambiguïté à l'égard du pacifisme (et acceptent par exemple, de soutenir une pétition d'objecteurs de conscience manifestement en retrait de la "lettre des 32 prêtres et pasteurs"...))

L'installation de ce rapport de force suffisant des antimilitaristes révolutionnaires à l'égard d'une forte résurgence possible (mais pas obligatoire) du pacifisme dans la jeunesse dépend aussi de la capacité du mouvement antimilitariste, organisé aujourd'hui dans les "Comités de Soldats", d'offrir un cadre à l'unité d'action la plus large à tous les courants de l'avant-garde, sans exclusives. Elle dépend tout autant de la capacité des marxistes révolutionnaires eux-mêmes à se faire porteurs d'une intervention cohérente qui se fixe comme but la réalisation d'une politique de front unique en direction de la gauche du mouvement ouvrier traditionnel, ceci parallèlement à un travail d'éducation antimilitariste révolutionnaire systématique.

Voici les raisons principales motivant les tâches des militants antimilitaristes révolutionnaires : renforcement de l'intervention dans le mouvement antimilitariste, éducation d'une frange importante de ce mouvement, grâce à la propagation de nos analyses sur la question de l'armée, grâce aussi à la mise en avant d'un programme de revendications antimilitaristes qui permette à terme d'obtenir plus que très épisodiquement le soutien forcé au mouvement antimilitariste de certaines ailes du mouvement ouvrier suisse traditionnel.

Le soutien incessant aux luttes de soldats, la prise en charge la plus large de leur défense contre la répression sélective aussi bien que contre les "attaques politiques" mises sur pied centralement par la hiérarchie et le Conseil fédéral, relayées par les sociétés militaires (de la "pétition pour une armée forte" aux fameuses circulaires Hirschy, Bier, Vischer, aux stress-WK's de Trautweiler), ces activités, toutes directement vers ceux qui portent l'uniforme, doivent être de plus en plus relayées par une propagande antimilitariste générale, tournée vers les "civils", la jeunesse tout particulièrement. Les marxistes révolutionnaires doivent acquérir un poids tel sur le terrain antimilitariste que, par la conjonction entre le développement des luttes de soldats et celui des mobilisations antimilitaristes de la jeunesse, la réalisation de phases successives d'unité d'action avec les autres courants de l'extrême-gauche et avec certaines ailes du mouvement ouvrier nous rapproche de l'objectif historique : la réappropriation par la classe ouvrière suisse – du moins ses jeunes générations des traditions antimilitaristes que possédaient les travailleurs des trente premières années de ce siècle.



SOLDAT SURPRIS À FAIRE DU DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

LES "COMITÉS DE SOLDATS" : UN BOND EN AVANT

Depuis environ un peu plus d'une année, sous l'impulsion d'ex-militants pacifistes et de membres d'organisations d'extrême-gauche, le mouvement antimilitariste est entré dans une phase d'organisation. Avec l'apparition de "Comités de Soldats", "Comités de soutien aux luttes des soldats" et "Comités Antimilitaristes" dans les plus importantes villes de Suisse, l'intensité et la qualité du soutien (régulier et coordonné d'une ville à l'autre) aux luttes des soldats a fait un bond en avant. Coordinés nationalement, et malgré les insuffisances, pour ne pas dire plus, de cette coordination nationale, les "Comités de Soldats" (titre le plus répandu et qui devient officiel) remplissent de plus en plus une des tâches essentielles du mouvement antimilitariste : diffuser systématiquement les informations sur les luttes des soldats, en brisant tendanciellement l'isolement caserne par caserne et la coupure entre soldats et civils, qui sont, avec le régime d'exception de la justice militaire, un des piliers de l'embrigadement militaire.

Les "Comités de Soldats" ont été à même de contrecarrer dans une certaine mesure le contrôle que la hiérarchie militaire entend pratiquer sur ce qui paraît dans la presse, à la radio, à la télé, sur l'armée (bien que, depuis peu, il semble que ce contrôle se révèle beaucoup plus puissant). Le mouvement des "Comités de Soldats" a jeté également les premières bases d'un soutien large de la jeunesse aux luttes et mouvements de résistance des soldats.



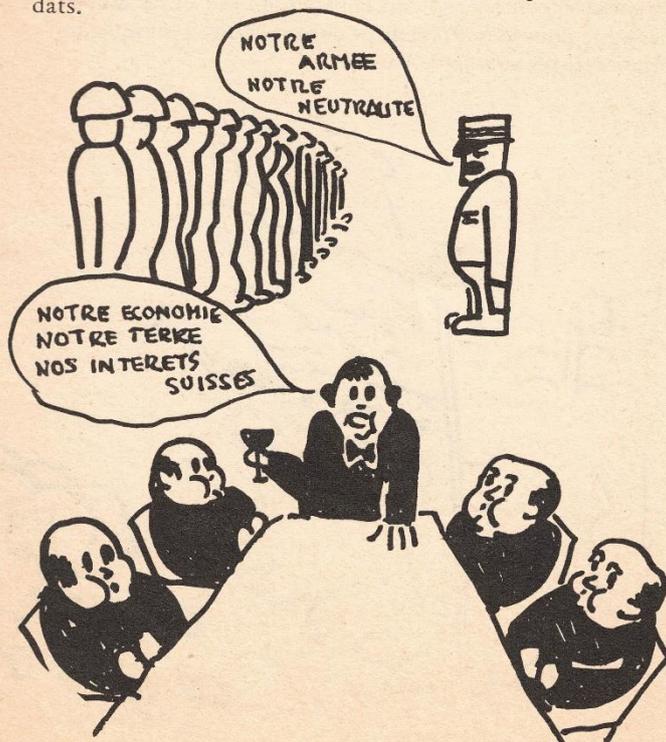
Largement ouverts à tous les antimilitaristes prêts à soutenir pratiquement la lutte des soldats, à organiser leur défense dans tous les milieux, à propager partout où la jeunesse est présente les "idées antimilitaristes", les "Comités de Soldats" peuvent devenir des pôles d'attraction extrêmement puissants. De jeunes apprentis et écoliers, simples "opposants à l'armée", dans le sens d'un désir d'"insoumission", qui, il y a quelques années, n'auraient abordé la question de leur antimilitarisme que sous l'angle de l'objection de conscience – ou le simple refus de porter l'arme, pas tant par motifs humanitaires que pour manifester leur opposition – peuvent aujourd'hui se reconnaître dans les activités des "Comités de Soldats". Et à travers les "Comités de Soldats" – à condition que ceux-ci gardent, ou plutôt accentuent leur caractère ouvert et large –, non seulement ils peuvent participer à la préparation des futures luttes, mais encore connaître un processus de rapide politisation.

Plus les luttes se développeront, plus les "Comités de Soldats", porte-parole de ces luttes, prendront le caractère de "regroupement massif" des jeunes antimilitaristes, plus ils joueront un rôle décisif pour renouer en Suisse avec la tradition antimilitariste du mouvement ouvrier du début du siècle... les illusions pacifistes en moins !

Il existe pourtant des obstacles importants sur cette voie. Qui parle d'organes de masse, de lieu où peut et doit être réalisée une certaine forme d'unité dans l'action entre divers courants, évoque aussitôt les difficultés actuelles qu'ont les différents courants antimilitaristes en Suisse à surmonter le sens souvent très différent qu'ils donnent aux activités antimilitaristes.

LES "COMITES DE SOLDATS" : DEFENDRE LES "INTERETS" DES SOLDATS ?

Au début de leur existence, les "Comités de Soldats" s'étaient placés sous une bannière de type "syndical" : défendre les "intérêts" des soldats. Cela pouvait faire une bonne bannière, mais cela ne pouvait aider en rien les "Comités de Soldats" à se donner des perspectives claires, placés qu'ils étaient devant la réalité des luttes : s'il y a bien analogie dans les rapports entre ouvrier-patron et soldat-officier, les luttes de soldats n'ont pas les mêmes caractéristiques que celles des ouvriers. Une "grève" de soldats notamment n'a pas du tout les mêmes effets que la grève d'un atelier, et la manière d'y répondre bien sûr n'est pas la même de la part de la hiérarchie militaire que de la part du patron ... même si, comme c'est le cas le plus fréquemment dans notre pays, officier et patron ne forment qu'une seule et même personne. En réalité, une "lutte syndicale" dans l'armée est directement une lutte contre l'embrigadement, et dans sa forme extrême, une lutte contre l'utilisation de l'armée au service des intérêts du capital. Elle pose immédiatement la question du pouvoir dans les unités... La lutte dans l'armée est donc d'autant plus assurée de succès que ses participants comprennent la fonction politique de l'embrigadement. C'est pourquoi l'analogie "syndicaliste", si elle n'est pas carrément fautive, ne fournit en tout cas pas de perspective correcte au mouvement antimilitariste. C'est sans doute d'ailleurs sous l'effet de cette analogie que quelques-uns des "Comités de Soldats" ont très nettement mis à l'écart les activités de dénonciation de l'armée bourgeoise, de son idéologie parmi la jeunesse civile, et même parmi les soldats.



Les "comités de soldats", deux fonctions :

En Suisse très spécialement, vu la nature de l'armée de milice, avec ses périodes de service courtes mais nombreuses, qui maintiennent régulièrement dans un cadre militaire bourgeois une grande majorité de la "population masculine", des "Comités" qui veulent prendre la défense des soldats en lutte et structurer l'ensemble du mouvement antimilitariste sont placés devant une double tâche à remplir : une double fonction qui provoque des tiraillements entre les diverses tendances politiques qui ont chacune leur propre conception de l'équilibre à préserver entre ces deux fonctions.

D'une part, il s'agit de préparer les luttes, de fournir un soutien pratique aux soldats ; c'est là un travail d'organisation des soldats effectuant leur ER ou leur CR.

D'autre part, il s'agit d'offrir un cadre organisationnel minimum aux antimilitaristes "civils" ou hors de leurs périodes de service, pour tout ce qui concerne les activités générales et publiques de ces comités : mobilisations de solidarité avec les luttes contre la répression, riposte à l'intérieur des établissements de formation à la présence des officiers, aux initiatives de propagande en faveur de l'armée et de la défense nationale, etc.

La première fonction vise à favoriser l'auto-organisation des soldats, leur regroupement en "comités de caserne" appelés à diriger les luttes, à publier les positions des soldats dans des tracts et journaux de caserne, etc. Sous l'emblème des "Comités de Soldats", des cours de préparation aux ER et CR offrent aux recrues et soldats la base politique et juridique nécessaire pour le renforcement de la présence politique des antimilitaristes au sein de l'armée.

Cette fonction pousse évidemment les comités à s'intéresser avant tout aux soldats et futurs soldats. Ceux qui ne sont pas engagés sous les drapeaux sont ressentis comme des poids inutiles, au mieux comme de simples "distributeurs de tracts". Ils augmentent notamment les difficultés techniques pour conserver à ces activités leur discrétion naturelle. Dans ce sens, les courants politiques qui accordent toute la priorité à cette fonction des "Comités de Soldats" (par ex. : RAZ, RGB, CLP, Rupture, Lutte Prolétaire, Lutte Politique et Schinagu) sont des partisans presque sans exception d'un repliement des comités sur eux-mêmes, sans même disposer de clairs critères politiques pour l'admission de nouveaux militants à ce qui devrait devenir, pour eux, des "organisations de masse des soldats".

La seconde fonction consiste à répercuter parmi la jeunesse et l'"opinion publique" les luttes de soldats et les cas de répression, mais surtout à préparer à long terme non seulement le développement des luttes de soldats et de leur niveau politique, mais aussi — et c'est tout aussi important — à réunir les conditions d'une riposte politique cinglante de la classe ouvrière et de la jeunesse à toute offensive militariste bourgeoise, à toute velléité d'utilisation de l'armée à des fins de guerre civile. Cette tâche est alors inséparable des tâches de propagande et d'éducation menées par les militants marxistes révolutionnaires sur tous leurs lieux d'intervention, en vue d'élever le niveau de conscience des travailleurs et de leur avant-garde, de la jeunesse et principalement de la frange qui rompt au cours des mobilisations de masse et au cours de l'agitation antimilitariste dans les écoles, universités, centres d'apprentissage, avec le réformisme et le "ras l'bol" anti-armée. Dans ce cadre, les "Comités de Soldats" ont un rôle spécifique à jouer : de porte-parole des soldats en lutte, ils ont la possibilité à relativement court terme de devenir également des organes dans lesquels de très larges franges de la jeunesse peuvent — même si ce n'est pas régulièrement — participer pour la première fois à des activités politiques aux côtés de militants révolutionnaires.

Comment concilier cette double fonction ? Ce n'est pas un hasard si dans cette question se cristallisent les divergences politiques avec les courants sus-mentionnés. Ce n'est pas un hasard non plus si la réponse à cette question ne peut être fournie que dans le cadre d'ensemble de la stratégie antimilitariste révolutionnaire.



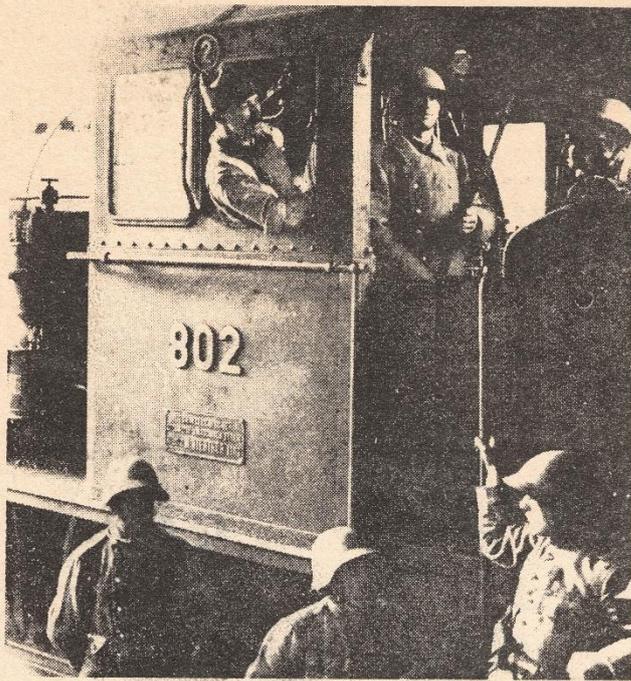
L'antimilitarisme révolutionnaire comme stratégie

L'antimilitarisme révolutionnaire se base sur une absence totale d'illusions quant au rôle que joue l'armée, chaque fois qu'une crise grave se produisant, la bourgeoisie — unanime ou divisée, peu importe —, n'a pas d'autres solutions que de recourir à la violence ouverte pour défendre son pouvoir d'Etat, qui lui, doit garantir la permanence de la violence quotidienne que constitue l'exploitation de la classe ouvrière. Tous les antimilitaristes, tôt ou tard, devront se poser cette question : sous quelle forme, très concrètement, la bourgeoisie entend-elle se servir de son armée pour conserver son pouvoir ? C'est en effet à partir d'une telle question (qui se pose aussi en Suisse), que s'articule de manière cohérente le projet politique de l'antimilitarisme révolutionnaire : à l'activité pratique de soutien immédiat des recrues et soldats en lutte, à l'activité de propagande et d'agitation antimilitariste parmi la jeunesse et sur le plan public se joint la conscience des tâches objectives à remplir vis-à-vis de l'armée bourgeoise, dans le cadre d'une crise politique profonde. Et cette conscience doit se forger à partir d'une connaissance la plus concrète et la plus précise possible des plans de guerre civile que la bourgeoisie elle-même prépare dès aujourd'hui. Car la Suisse n'échappe pas à cette problématique, même si les échéances peuvent apparaître parmi les plus longues de toute l'Europe. Non seulement, les antimilitaristes révolutionnaires doivent prendre conscience de ces tâches objectives, mais ils doivent s'efforcer d'articuler dès aujourd'hui leurs activités de soutien et d'impulsion des luttes antimilitaristes autour des axes politiques qui demain permettront de mieux réaliser ces tâches objectives.

LA PRÉPARATION CONTRE "L'ENNEMI INTERIEUR"

La spécificité de l'armée de milice en Suisse pose en des termes relativement originaux la question de l'intervention de l'armée au service de "l'ordre et la tranquillité"... Une armée de milice ne se "manie" pas comme un corps de "paras" professionnels. Mais doit-on en déduire, comme le font les réformistes de tous poils, que l'armée de milice, l'armée "démocratique" par excellence, serait congénitalement incapable de rendre les services que la bourgeoisie en attend ? Répondre non à cette question, c'est se démarquer des illusions sur l'armée de milice, ce qui ne signifie pas que l'on considère l'armée en Suisse comme le modèle de l'armée de guerre civile : il faut donc apprendre à connaître en détail l'armée suisse, ses différentes troupes, et les différentes tendances existant au sein de la hiérarchie, pour comprendre, lorsqu'on dit "en Suisse, l'armée de guerre civile, ça existe aussi", qu'il s'agit d'une réalité fort différenciée suivant le genre de troupes, d'armes, et de composition sociale que l'on rencontre. Tous les plans de guerre civile de la bourgeoisie suisse sont basés sur cette différenciation.

Novembre 1932 à Genève a montré que la bourgeoisie ne se laisserait arrêter par aucun scrupule, et que des ouvriers et paysans peuvent parfaitement être "mis en condition" — pour employer un euphémisme — et tirer sur leurs semblables. Mais elle en a tiré les leçons politiques notamment, en ce sens qu'elle ne compte plus envoyer des recrues ou des troupes "peu expérimentées" contre des travailleurs suisses ou immigrés ou contre des manifestations de la jeunesse. De nombreux signes montrent qu'une division du travail très poussée caractérise les plans de guerre civile de la hiérarchie militaire et de la bourgeoisie. Telles troupes (avant tout, dans des cas bénins, des écoles de sous-officiers et d'officiers) peuvent intervenir directement, après avoir reçu un entraînement et une sélection spéciale; d'autres — la majorité — peuvent être affectées à des tâches de surveillance, garde de bâtiments (gares, aéroports, etc.), à caractère purement défensif. Les dernières peuvent être mobilisées si mplement pour soumettre au régime militaire d'exception certains secteurs combattifs, pour soustraire les usines, écoles, universités de leurs éléments les plus avancés... Enfin, la bourgeoisie dispose de ce droit non négligeable que représente pour elle la possibilité de mobiliser sur leurs lieux de travail les travailleurs des secteurs industriels (transmissions, CFF, etc.). Forme de prise en main particulièrement "crue", sur laquelle le mouvement antimilitariste est resté jusqu'à maintenant beaucoup trop discret, et qui fonde encore plus la nécessité d'une propagande et d'une agitation antimilitariste en direction de ces secteurs.



CONSEILS DE SOLDATS, MILICES OUVRIÈRES ET PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

"Si on admet pour un instant que l'armée outillée jusqu'aux dents se trouvera dans toutes les conditions du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement à la milice ouvrière, mais au socialisme en général" (Léon Trotsky, "Où va la France", art. de 1935). Dans cet article sur la "Milice ouvrière et l'armée", Trotsky évoquait déjà les perspectives les plus probables concernant une révolution dans un pays capitaliste européen. Et, bien que nécessairement abstraites, ces perspectives nous sont néanmoins utiles pour comprendre le rôle du mouvement antimilitariste avant et pendant une

crise révolutionnaire. Trotsky souligne d'ailleurs : "Il est impossible de dire par avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné". Tout en soulignant également qu'une "conquête pacifique, sereine de l'armée est encore moins possible que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire", dans un pays comme la France (et la Suisse), "la révolution ne remportera la victoire que lorsqu'elle aura conquis à elle, ou au moins neutralisé le noyau fondamental de l'armée. Cette conquête, pourtant ne peut s'improviser : il faut la préparer systématiquement". Et pour cela, la propagande à l'intérieur de l'armée ne suffit pas : "Pendant la révolution se produiront dans l'armée des oscillations inévitables, une lutte intérieure s'y mènera. Même les fractions les plus avancées ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leurs yeux que les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre".

Les objectifs de l'antimilitarisme révolutionnaire sont ainsi étroitement liés à ceux de l'armement du prolétariat. Et c'est le rôle de l'organisation révolutionnaire que de faire converger les initiatives prises par les organes de soldats issus des luttes au sein de l'armée avec celles des groupes d'auto-défense ouvriers, des milices ouvrières. Car c'est seulement l'existence simultanée de l'auto-organisation des soldats, capable, sous une forme ou une autre, de représenter une alternative à l'autorité des officiers, et de l'armement du prolétariat, sous une forme généralisée, organisée et centralisée, qui permettra au prolétariat de mettre le maximum de chances de son côté au cours des premiers affrontements, qui sont absolument décisifs, pour l'issue révolutionnaire de la crise.

Les révolutionnaires doivent donc se faire d'actifs initiateurs de l'apparition de tels organes, notamment dans l'armée. Ils doivent, par leurs mots d'ordre et leurs initiatives, montrer la voie, et notamment élargir leur influence sur l'avant-garde jeune et ouvrière, tout spécialement dans les casernes, afin que la grande masse des soldats ne reste pas en arrière de leurs camarades des usines, dans leur rupture avec les illusions réformistes, sur la voie parlementaire au socialisme, et considère comme siennes les alternatives faites au niveau des entreprises pour résister à l'offensive policière ou fasciste pour briser l'essor des luttes ouvrières et anti-capitalistes.



Ainsi s'esquisse le point fondamental de divergence avec les courants "d'avant-garde" qui, tels que la RAZ, le CLP, le RGB, sans compter Rupture, Shinagu, Lutte Politique, Lutte Prolétaire, etc... voient correctement le travail antimilitariste comme un terrain sur lequel la jeunesse peut se radicaliser de manière privilégiée, mais qui entendent se borner à effectuer à l'intérieur de ce mouvement un travail "minimaliste", en concevant l'intervention antimilitariste comme un secteur "en soi", dans lequel il s'agit d'impulser des luttes comme partout ailleurs, avec tout au plus certaines spécificités...

Nul ne songe à minimiser l'importance de l'apparition des luttes dans l'armée, et à faire la "fine bouche" devant le caractère élémentaire de ces premières luttes. Une autre démarche par contre est celle qui consiste à ne pas maintenir la définition des perspectives du mouvement antimilitariste dans le cadre de ce qui est seulement **prévisible à court terme**. (Il ne s'agit, à propos des courants cités ci-dessus, sans doute que d'une déformation de jeunesse... et c'est pourquoi nous préférons les renvoyer à l'expérience, à l'analyse de l'armée et des objectifs du mouvement antimilitariste fixés par des organisations auxquelles ces courants se réfèrent eux-mêmes, tels qu'Avanguardia Operaia ou Lotta Continua en Italie ... plutôt que de polémiquer sans points de référence !)

Pour notre part, nous sommes convaincus que, même si l'évolution limitée des luttes de classe dans notre pays ne permet pas à elle seule de lui donner un cadre de référence actuel, le débat sur les conditions qui rendent possible une victoire de la révolution prolétarienne en Suisse et en Europe est amplement justifié par les plus récentes expériences révolutionnaires à l'échelle européenne et mondiale. Il n'y a qu'à penser au Chili !

La question antimilitariste se présente au départ sous son aspect sectoriel. Mais à partir d'un certain seuil de développement des tensions entre les classes, la lutte antimilitariste cesse d'être un secteur d'intervention parmi d'autres pour devenir une dimension centrale de l'activité des révolutionnaires.

Que la radicalisation de la jeunesse soit en avance sur celle des secteurs traditionnels de la classe ouvrière ne doit pas autoriser les révolutionnaires à suspendre leur rôle d'avant-garde, mais au contraire, stimuler la mise en avant de critères, d'explications, de mots d'ordre et de revendications antimilitaristes qui contribueront à rompre les illusions réformistes certainement bien au-delà des couches directement engagées dans les premières luttes à l'intérieur.

C'est pourquoi, lorsque l'on voit correctement dans la création des actuels "Comités de caserne" ou même des simples regroupements de recrues et de soldats autour d'un journal de caserne ou d'une pétition des signes annonciateurs d'un processus qui trouvera son terme dans la généralisation d'organes de masse des soldats, il est de la première importance de les soutenir politiquement et pratiquement par tous les moyens. Mais ce n'est pas la seule tâche des révolutionnaires : il faut impulser le processus d'auto-organisation des soldats, mais encore lui fournir une série de revendications et d'objectifs qui permettent, au fil des expériences, à une frange toujours plus large de soldats, de s'associer à la compréhension de la stratégie antimilitariste comme partie intégrante de la stratégie révolutionnaire. Propagande antimilitariste donc, mais qui ne se limite pas aux questions "militaires", mais développe également, par exemple, la solidarité internationale. Un exemple récent, au Tessin, en automne 73, montre que des recrues actuellement en Suisse peuvent très bien se sentir directement concernées par le coup d'Etat militaire au Chili (une propagande internationaliste qui peut rencontrer un écho certain à l'heure où les armées européennes soi-disant "nationales" fondent même leurs plans de guerre civile sur une

coopération militaire internationale). D'où l'importance aussi d'offrir aux soldats ayant participé à de tels organes un cadre organisationnel large où ils puissent continuer en dehors de leur service à mener des activités antimilitaristes, à un niveau plus large en direction de la jeunesse ou des travailleurs, et à un niveau plus élevé sur le plan politique général. Ce regroupement large de civils doit s'efforcer de relayer à l'extérieur ce processus, en offrant notamment un cadre à l'unité d'action des militants d'avant-garde. C'est sur deux jambes que repose et marche le mouvement antimilitariste, et c'est vers leur réalisation simultanée que doit tendre l'intervention des marxistes révolutionnaires dans le débat sur l'organisation et les tâches (notamment les rapports avec les organisations politiques) des "Comités de Soldats".



LES TACHES D'ORGANISATION DU MOUVEMENT

Les rapports entre les "Comités de Soldats" (tels qu'ils existent actuellement) et le processus d'auto-organisation des soldats, nous devons, au travers de notre intervention, pousser à les clarifier : soit un tel processus, dans telle caserne, s'est enclenché, et alors les "Comités de Soldats" doivent leur apporter un soutien politique; soit le niveau politique à l'intérieur de telle troupe est trop bas, et alors, les "Comités de Soldats" doivent offrir un cadre organisationnel et un soutien pratique aux quelques contacts qui veulent entreprendre une activité antimilitariste.

Les antimilitaristes luttant à l'intérieur de l'armée doivent tendanciellement parvenir à la plus grande capacité d'auto-organisation possible vis-à-vis du mouvement organisé parmi les civils : l'unité de tous les antimilitaristes — à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée — se réalisant au niveau supérieur des objectifs de lutte, des mots d'ordre et de la dénonciation de l'armée bourgeoise. Ce qui ne signifie pas renoncer à briser le mur qui sépare la caserne de la vie publique, mais de comprendre que, dans le cadre d'une généralisation des luttes dans l'armée, une dépendance des soldats à l'égard d'un soutien pratique extérieur ne constituerait finalement qu'un frein à la multiplication et à l'approfondissement du mouvement, déjà rien que pour des raisons d'ordre pratique.

LA DEFENSE DES SOLDATS

Dès aujourd'hui, l'amplification du mouvement antimilitariste dans l'armée dépend de l'amélioration de la capacité de défense des soldats que manifesteront les "Comités de Soldats". Pour le moment, la hiérarchie s'en tient à une répression sélective, fait patte douce devant les mouvements collectifs pour mieux "piquer" ensuite un petit nombre de soldats qui seront punis de manière exemplaire (même si, de plus en plus, la hiérarchie tient compte du facteur de la "discretion" dans laquelle cette activité répressive doit être maintenue — face à la presse, etc...). Parce que cette répression est sélective, faire croire qu'elle peut être considérée comme un élément secondaire — à la limite négligeable — (comme les militants de la RAZ le théorisent dans leur presse : "Il est important que le mouvement antimilitariste comprenne que la stratégie de la bourgeoisie s'appelle "réforme" et que la "répression" n'en est que la tactique subordonnée", "Rév. Pol.", nov. 73, No. 3) présente un danger certain : celui de sous-estimer la nécessaire mise en place des conditions politiques d'un front unique contre la répression. La hiérarchie utilise simplement le moyen qui lui semble le mieux adapté au développement encore limité des luttes antimilitaristes. Que celles-ci se développent, et l'on verra ce qui est du ressort de la "stratégie" et ce qui peut se cataloguer comme "tactique" ! La hiérarchie vise donc ceux qu'elle croit être les militants organisés, en espérant démontrer par l'intimidation qu'il est dangereux de participer aux activités des "Comités de Soldats" ou de soutenir ces activités (répression contre deux gymnasiens ayant répercuté les activités du "Soldatenkomitee" au Freudenberg zurichois). Ce faisant, elle compte parvenir à isoler les "Comités de Soldats" au moment où ils n'ont pas encore acquis une base suffisante dans la jeunesse ou parmi les soldats. Parallèlement, elle met cependant en place une forme de répression de caractère plus massif, qui consiste à intensifier le rythme de l'embrigadement par l'abrutissement physique, la diminution des sorties et des congés, qui sous-tendent le système de la répression collective "voilée", celle des chantages aux pauses, aux sorties, aux congés

Le mouvement antimilitariste se doit donc de fournir une riposte à ces deux niveaux, s'il veut faire échec à la politique de répression de la hiérarchie et du DMF. La mobilisation la plus large, en suivant l'exemple esquissé lors des mobilisations du 9 novembre 1972 et lors du procès d' "Yverdon" en juin 73, doit être impulsée dès que la hiérarchie met en oeuvre son arsenal de lois et de tribunaux d'exception. Une mobilisation qui ne se borne pas à réclamer la libération ou l'acquiescement des soldats ou civils réprimés, mais qui inclut dans sa riposte la dénonciation de ce régime. Et deuxièmement, c'est par la hausse du niveau politique des luttes, de leurs formes d'organisation autonome comme du type de revendications qui se dégagent au travers de ces luttes, qu'une riposte "offensive" accueillera, jusque dans les cours de répétition, les tentatives de la hiérarchie de forcer l'embrigadement des soldats par leur épuisement physique et un bourrage de crâne intensifié.

Ceci implique en tout premier lieu que les "Comités de Soldats" clarifient les rapports entre ces organes et les organisations politiques, afin que soient écartées les exclusives qui frappent trop souvent les militants révolutionnaires qui entendent ouvrir la discussion sur les revendications propres à généraliser et à hausser le niveau politique des futures luttes. Cela implique que les marxistes révolutionnaires soient capables de défendre au sein des "Comités de Soldats" la nécessité de bilans politiques réguliers, grâce auxquels les militants d'avant-garde ne confineront pas leur rôle au seul aspect technique du développement des comités. Et pour ce faire, des discours politiques sur la nature et la fonction de l'armée ne suffisent pas : c'est l'ossature d'un ensemble de revendications qui devrait être portée en avant par les militants antimilitaristes au sein des comités.

Un programme de revendications antimilitaristes

Quelles sont les revendications les plus aptes à donner des armes aux soldats dans la lutte contre l'embrigadement, à leur donner confiance dans leur riposte à la répression, et à leur permettre de battre en brèche l'idéologie de la "défense nationale" ? Telle est la préoccupation des militants antimilitaristes, dans leur volonté de porter en avant les luttes à l'intérieur de l'armée et de leur donner un soutien et un élan par des mobilisations de masse à l'extérieur.

LUTTE CONTRE L'EMBRIGADEMENT

Une grande partie des premières luttes de soldats en Suisse, notamment l'importante lutte des recrues à la caserne des Vernets en 1972, ont eu lieu sur ce thème essentiel :

non au chantage des officiers aux pauses, aux sorties et aux congés, qui permet de maintenir les recrues dans une soumission totale.

Il est nécessaire de faire échec à ce moyen de pression quotidien dont usent et abusent les officiers, les commandants de compagnie et d'écoles, en luttant pour la réalisation d'exigences telles que (la liste n'est pas exhaustive) :

- PAS DE CHANTAGE AUX PAUSES, AUX SORTIES, AUX CONGES !
- SORTIES ASSUREES AU MOINS 4 SOIRS PAR SEMAINE !
- SEMAINE DE 5 JOURS ! LIBERATION LE VENDREDI SOIR JUSQU'AU LUNDI MATIN !
- 8 HEURES DE SOMMEIL GARANTIES !
- PAS D'ARRETS DISCIPLINAIRES PENDANT LES WEEK-ENDS ET APRES LE SERVICE ! NON A L'OBLIGATION DE RECOMMENCER L'ECOLE DE RECRUES APRES 21 JOURS D'ABSENCE !

Ces revendications sont toutes justifiées pour d'élémentaires raisons physiques, médicales, professionnelles, d'intégrité de la personnalité... Elle prennent pourtant une dimension politique, antimilitariste, en ce sens qu'elles démasquent les fondements de la "vie militaire", qui ne sont pas des institutions "naturelles" ou "nécessaires", mais qui, en réalité, en multipliant les moyens d'oppression, d'abrutissement et d'isolement, servent à assurer l'embrigadement malgré elle de la jeunesse.

A partir de ces revendications, il est possible de franchir un pas dans la dénonciation du militarisme bourgeois, en prenant pour cible l'instrument central de l'embrigadement au cours des écoles de recrues : **LA CASERNE.**

Cette caserne, qui représente la rupture brutale avec le milieu dans lequel sont insérées les recrues et qui permet de maintenir, jour après jour, un régime disciplinaire fondé en premier lieu sur l'isolement d'avec la "vie normale", le "monde extérieur". Nous dénonçons l'encasernement, qui de plus ne remplit aucun rôle pour l'apprentissage des armes proprement dit :

- SUPPRESSION DE L'ENCASERNEMENT ! SORTIES LIBRES CHAQUE NUIT ! POSSIBILITE DE RETOUR AU DOMICILE CHAQUE NUIT !
- LIBRE CHOIX DE LA DATE, DU LIEU D'INCORPORATION !
- PAS D'INCORPORATION ET DE DEPLACEMENT D'UNE TROUPE A L'AUTRE CONTRE LA VOLONTE DES SOLDATS !
- NON A L'IMPLANTATION DE NOUVELLES PLACES D'ARMES ET DE NOUVELLES CASERNES !
- PAS DE PERTES FINANCIERES PENDANT L'ECOLE DE RECRUES ET LES COURS DE REPETITION !
- PAS DE REPRESSION CONTRE LES OBJECTEURS !

Dans la perspective tracée par Lénine déjà en 1916 pour les antimilitaristes suisses (Lénine proposait un service militaire formé de milices organisées par quartiers ou entreprises) :

- SERVICE MILITAIRE PORTANT UNIQUEMENT SUR L'APPRENTISSAGE DU MANIEMENT DES ARMES !
- PAS D'EXERCICES DE DRILL, PAS DE DEFILES, PAS DE REPETITION ABRUTISSANTE D'EXERCICES STUDIES !
- CONTRE LES TROUPES SPECIALISEES, SELECTIONNEES POLITIQUEMENT, ET ENTRAINEES A UNE INTERVENTION CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES ETUDIANTS !



Il ne s'agit pas, pour les antimilitaristes révolutionnaires, de proposer une alternative "plus démocratique" à l'armée de milice bourgeoise. Car il faut placer au centre de cet ensemble de revendications le rejet de la "défense nationale", y compris sous la forme défendue par les partis réformistes tels que le PSS et le PdT. Nous porterons en avant ces revendications justement pour mieux dénoncer l'idéologie chauviniste que l'encasernement et l'embrigadement ont pour fonction de faire assimiler aux jeunes travailleurs et étudiants !

LES COURS DE REPETITION : souvent conçus comme "trois semaines de semi-congé" par les travailleurs, ils se déroulent dans des conditions différentes des écoles de recrue, et souvent hors des murs des casernes. Pour cette raison, ils ont pu devenir un des facteurs alimentant ce que l'on pourrait appeler sommairement le "chauvinisme passif" de larges couches de travailleurs suisses. Dans ces conditions, un travail de propagande antimilitariste en direction des cours de répétition ne nous semble pas indépendant d'une propagande générale pour l'allongement du temps libre déjà dans la "vie civile" : semaine de 40 heures et de 5 jours, plus de semaines de vacances, etc... Il s'agit de saisir ce c'est par le retard des conquêtes de la classe ouvrière en Suisse sur le plan du temps libre, et de manière générale, du salaire indirect, que les cours de répétition militaire ont pu être ressentis comme des substituts de vacances :

- DROIT AU SURSIS DU C.R., SANS COMPLICATIONS ADMINISTRATIVES !
- LIBERATION LE VENDREDI SOIR JUSQU'AU LUNDI MATIN !
- CONTRE L'EMBRIGADEMENT PAR LES COURS DE REPETITION "INTENSIFS" (Stress-WK's) !

LUTTE CONTRE LE REGIME D'EXCEPTION QU'EST LE SERVICE MILITAIRE

Nous avons brièvement décrit la nature de l'embrigadement quotidien et quelles revendications permettent d'en démontrer les mécanismes, tout en offrant de clairs objectifs de lutte. Mais il reste à décrire les instruments exceptionnels dont se sert la hiérarchie pour maintenir l'isolement des recrues entre elles, par rapport au monde extérieur, et pour briser dans l'oeuf leurs velléités de résistance, ainsi que pour réprimer leurs tentatives de lutte et d'organisation.



Le plus apparent de ces instruments est la "justice militaire" (de laquelle il ne faut pas dissocier la police militaire), le code pénal militaire et certains articles (notamment le No. 276) du code pénal civil. Il faut y joindre également le "Règlement de service", ainsi que les circulaires édictées périodiquement par la hiérarchie militaire :

- SUPPRESSION DES ORDONNANCES GYGLI, BIERI, HIRSCHY, VISCHER !
- LIBERTE D'ACTIVITE POLITIQUE, D'EXPRESSION, DE REUNION, D'ORGANISATION POUR TOUS LES SOLDATS !
- LIBERTE DE PETITION COLLECTIVE !
- SUPPRESSION DES TRIBUNAUX ET DES LOIS MILITAIRES D'EXCEPTION !
- SUPPRESSION DE LA POLICE MILITAIRE !
- DROIT DE RECOURS DEVANT L'ENSEMBLE DES SOLDATS D'UNE UNITE POUR TOUTES LES QUESTIONS DISCIPLINAIRES ! NON A LA MISE AU SECRET !

La revendication "A bas la Justice militaire !" ne va pas sans une remise en cause de l'ensemble de l'appareil militaro-policiier, et sans une claire dénonciation de l'idéologie de la "défense nationale", car nous ne dénonçons pas une verrue sur un visage sain, mais bien le bras le plus armé et le moins camouflé de l'appareil d'Etat bourgeois.

La revendication "droit de recours devant l'ensemble des soldats d'une unité pour les question disciplinaires" est importante pour soustraire les soldats à l'arbitraire de la hiérarchie et à la mascarade du "droit de recours", tel qu'il est défini dans le "Règlement de service". Elle introduit en outre une légitimation du droit des soldats à s'organiser entre eux, pendant ou après les heures de service, et de leur droit à désigner ceux parmi leurs camarades qui doivent négocier avec la hiérarchie au cours d'une lutte.



Dans ce cadre entrent également des revendications qui visent à dénoncer l'actuel mode de sélection des sous-officiers et officiers : ces revendications ne peuvent pas modifier de fond en comble le mode de sélection bourgeois, sur lequel repose une grande partie de la capacité d'intervention de l'armée pour le maintien de l'"ordre intérieur" : le principe de la cooptation (1) et le style de formation donné au sein des écoles traditionnelles (comme l'école centrale de capitaine, par exemple) ne seront vraisemblablement balayés qu'avec la fin de l'exploitation capitaliste elle-même... Ce qui ne doit pas empêcher les antimilitaristes révolutionnaires d'avancer, à titre propagandiste, des revendications telles que :

- NON A L'OBLIGATION DE GRADER !
- MEME SOLDE, MEME CANTONNEMENT, MEME UNIFORME, MEMES DROITS POUR LES SOLDATS, SOUS-OFFICIERS ET OFFICIERS !
- SUPPRESSION DES MARQUES EXTERIEURES DE RESPECT !
- SUPPRESSION DES ORDONNANCES D'OFFICIERS !

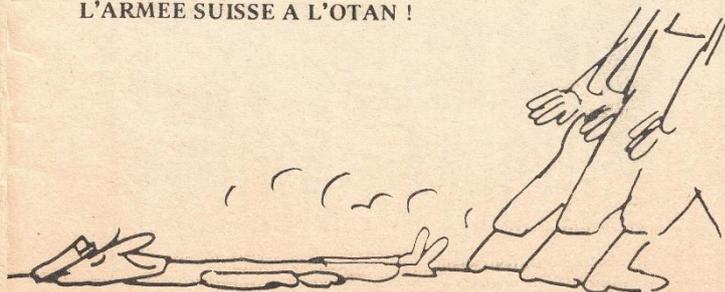
Avec, en vue, la réalisation de mesures révolutionnaires telles que : la désignation par les soldats de leurs propres représentants, destinés à remplir les fonctions techniques des officiers, pour assurer la fraternisation avec les travailleurs ou les étudiants, dans une situation de crise, lorsque les officiers décideraient eux-mêmes de faire passer leurs troupes à l'action contre ces mêmes travailleurs, apprentis, étudiants...

(1) Cooptation : mode de recrutement consistant, pour un groupe donné, à désigner lui-même ses membres (les futurs officiers étant en l'occurrence désignés par les officiers et non pas par les soldats).

LUTTE CONTRE LA PROPAGANDE IDEOLOGIQUE POUR LA "DEFENSE NATIONALE"

Bien que les efforts de propagande contre la défense nationale concernent, dans la situation politique actuelle, avant tout les étudiants, apprentis, lycéens, les antimilitaristes révolutionnaires ne doivent pas négliger les campagnes de désintoxication à l'intérieur des casernes elles-mêmes. Dans certains cas, notamment lors de la vision obligatoire de films de propagande pro-impérialistes, des luttes ou des mouvements de résistance sont apparus. Mais il n'est point besoin qu'une lutte éclate pour prendre conscience de la nécessité de diffuser dans chaque cas le plus largement possible des ordres écrits pour des exercices de préparation à une intervention à caractère de guerre civile :

- HEURES DE THEORIE SUR LA "DEFENSE NATIONALE" REMPLACEES PAR DES DISCUSSIONS LIBRES, HORS DE LA PRESENCE DES OFFICIERS, AVEC L'ORATEUR AU CHOIX DES SOLDATS !
- NON AUX FILMS DE PROPAGANDE D'ARMEE ET FOYER !
- SUPPRESSION D' ' ARMEE ET FOYER' !
- DENONCIATION DES EXERCICES DE GUERRE CIVILE, DE REPRESSION DE MANIFESTANTS, DE GREVISTES, D'INTERVENTION EN CAS DE "CATASTROPHES", "CATASTROPHES" QUI N'ONT RIEN DE "NATUREL" !
- DENONCIATION DE L'INTEGRATION DE FAIT DE L'ARMEE SUISSE A L'OTAN !



- A BAS LA DEFENSE NATIONALE AU SERVICE DU CAPITAL !
- A BAS L'ARMEE DE GUERRE CIVILE !
- A BAS L'ARMEE BOURGEOISE !
- VIVENT LES LUTTES DE SOLDATS !
- VIVENT LES LUTTES ANTIMILITARISTES DE LA JEUNESSE !
- VIVE L'ANTIMILITARISME REVOLUTIONNAIRE !

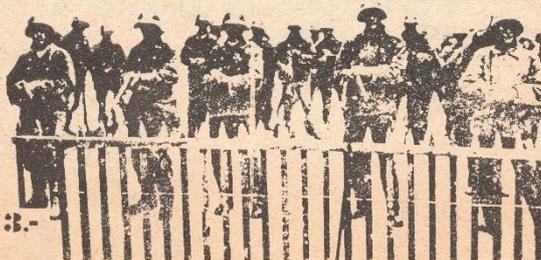


ligue marxiste revolutionnaire

contre la
defense nationale



**l'anti
militarisme
révolutionnaire**



fr.3.-

A commander à CEDIPS, 8bis rue de la Tour